

Zeitschrift: Revue Militaire Suisse
Herausgeber: Association de la Revue Militaire Suisse
Band: 86 (1944)
Heft: 4

Artikel: Les opérations du corps expéditionnaire anglais en mai 1940 :
supplement to The London Gazette of friday, 10th october 1941 [suite]
Autor: [s.n.]
DOI: <https://doi.org/10.5169/seals-650332>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. [Mehr erfahren](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. [En savoir plus](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. [Find out more](#)

Download PDF: 20.11.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

Les opérations du corps expéditionnaire anglais en mai 1940¹

*Supplement to The London Gazette of Friday, the 10th October 1941.
(Suite)*

Seconde phase des opérations (17-26 mai)

LA DÉFENSE DES ARRIÈRES.

Le grand quartier général arrière, à Arras, avait renforcé les précautions déjà prises contre le sabotage et l'atterrissage d'unités de parachutistes. Tôt dans la matinée du 17 mai, on reçut un télégramme du général Georges, ordonnant à la 23^e division d'aller tout de suite occuper la ligne du Canal du Nord, sur un front de 15 milles, de Ruyalcourt (à 10 milles au nord de Péronne) à Arleux (à 6 milles au sud de Douai).

La division qui, comme la 12^e et la 46^e, avait été adjointe aux B. E. F. pour travailler à l'arrière, consistait seulement en 8 bataillons, avec le génie d'une division, mais sans artillerie, et avec des corps de signaux et des unités administratives à l'état embryonnaire. Son armement et ses moyens de transport étaient très restreints et son entraînement loin d'être achevé.

Cependant, les troupes de ces 3 divisions ont combattu et marché sans arrêt pendant 15 jours, et elles ont prouvé — si une preuve était nécessaire — qu'elles étaient formées de soldats qui, malgré leur inexpérience et leur manque d'équipement, ont pu tenir tête à un ennemi mieux équipé et plus nombreux.

La 23^e division alla prendre position le 17 mai ; elle possédait environ 40 canons, tant de campagne que de D. C. A. et anti-chars des réserves des parcs.

La percée ennemie devenait maintenant une menace

¹ Lire la première partie de cette étude dans le numéro de mars 1944.

imminente pour le quartier général arrière, pour les communications vers Amiens et Abbeville, en travers de la Somme, et pour les secteurs des bases. Pour y faire face, on ramassa tous les hommes et toutes les armes disponibles, et on ordonna au commandant du secteur des lignes de communications d'envoyer vers les secteurs de l'avant le reste des 12^e et 46^e divisions. Une brigade (la 36^e brigade d'infanterie de la 12^e division) arriva dans la journée, et le bataillon de tête, avec quatre canons de campagne, fut envoyé pour couvrir les sorties nord-ouest de Péronne, tandis que des groupes du génie, organisés par le commandant des troupes du grand quartier général, devaient préparer la destruction des ponts sur le Canal du Nord, entre la Somme et la droite de la 23^e division à Ruyalcourt. Le reste de la 36^e division était poussé en avant, à Albert, et les deux autres brigades de la 12^e division dans la région d'Abbeville. Celles-ci arrivèrent trop tard pour passer sous mon commandement effectif, et leurs opérations sur la Somme eurent lieu sous les ordres du commandant du secteur des lignes de communication.

Ailleurs, dans le secteur entre les arrières des corps et la Somme, les plans de défense locale étaient effectués sous les ordres des commandants des troupes du grand quartier général et du sous-secteur des lignes de communication X¹. La plupart de ces troupes et de leurs commandants n'avaient guère d'expérience des combats, mais leur énergie a été au-dessus de tout éloge.

Tous ces petits combats retardaient l'ennemi et contribuaient à faire gagner le temps nécessaire pour retirer les troupes principales.

La défense de la ville d'Arras fut confiée à l'officier commandant le 1^{er} bataillon des Gardes Gallois, qui avait sous ses ordres quelques détachements du Génie Royal, un bataillon de défense d'Outre-mer (9^e West Yorks) et des éléments variés, parmi lesquels un escadron de tanks improvisé.

¹ Ce sous-secteur avait été formé pour les troupes qui restaient à l'ancien grand quartier-général et dans les secteurs des corps, au moment où les B.E.F. entraient en Belgique.

On donna l'ordre à toutes les troupes administratives qui n'étaient pas nécessaires pour la défense, de se rendre tout de suite au nord d'une ligne Orchies-Lens-Frévent.

Au même moment, pour faire face à une menace encore plus immédiate sur mon flanc droit, on organisa un détachement composé de la 127^e brigade d'infanterie de la 42^e division, de la brigade de tanks de la 1^{re} armée, d'un régiment d'artillerie de campagne de la Mission Hopkinson¹, le tout sous le commandement du major-général F.-N. Mason-MacFerlane, mon chef du service de renseignements militaire. Ce détachement fut connu sous le nom de *Macforce* ; il devait couvrir les ponts de la Scarpe entre Raches (à 3 milles au nord-est de Douai) et St-Amand. Il commença à se grouper à Orchies dans l'après-midi du 17 mai.

DÉBUT DE LA RETRAITE SUR L'ESCAUT.

Il fallait maintenant décider si, oui ou non, la retraite de la Senne sur la Dendre devait commencer dans la nuit du 17 au 18 mai. La situation au sud était telle que je sentais que passer un jour sur la Senne c'était risquer d'être tourné par la droite et mettre ainsi en danger, sans raison, les troupes sous mes ordres. Le général avait donné l'ordre de se retirer vers la Dendre cette nuit-là, mais j'avais aussi vu un ordre du général Georges qui envisageait la perspective de rester 24 heures de plus sur la Senne. J'envoyai donc un officier de liaison au général Billotte pour lui exposer mon opinion. En définitive, les ordres du général Billotte furent confirmés.

Donc, à 1600, le 17 mai, le 1^{er} et le 2^e corps étaient sur la Senne, et les 5^e, 1^{re} et 4^e divisions en ligne, de droite à gauche. La 48^e division couvrait le flanc droit d'Enghien à Lembecq. La 50^e division était sur la Dendre, les 2^e et 3^e divisions se retiraient dans cette direction, tandis que le 3^e corps était en

¹ La Mission Hopkinson, sous le commandement du lieutenant-colonel G.-F. Hopkinson, avait été formée pour obtenir certains renseignements pour la R.A.F. et pour le grand-quartier-général tout de suite après l'entrée en Belgique.

position sur l'Escaut avec la 42^e division (moins une brigade d'infanterie) et la 44^e division.

Le 18 mai, je tins une conférence au quartier général du 1^{er} corps, au cours de laquelle furent établis les détails de la retraite sur l'Escaut. La ligne devait être tenue par 6 divisions : de droite à gauche le 1^{er} corps (48^e et 42^e divisions, moins une brigade d'infanterie, avec la 2^e division en réserve), 2^e corps (1^{re} et 3^e divisions avec la 50^e en réserve), 3^e corps (4^e et 44^e divisions), ceci sur un front allant du pont de Bléharies, sur l'Escaut, à Audenarde, les deux localités extrêmes comprises. La 5^e division était à la réserve du grand quartier général.

Durant la journée, la pression ennemie fut faible sur les fronts britannique ou belge, au nord. Du fait d'un retard dans l'arrivée des ordres, l'armée belge avait commencé sa retraite plus tard que les B. E. F. ; elle avait alors demandé et reçu la protection de leur flanc droit à Brussegem jusqu'à 0700 et à Assche jusqu'à 0800, le 18 mai. En se retirant, elle avait effectué une jonction avec les B. E. F. à Alost sur la Dendre.

Au sud de son point de jonction avec les B. E. F., la ligne française traversait Mons et Maubeuge, et les tanks ennemis attaquaient le corps français directement à ma droite. L'activité aérienne ennemie s'intensifiait maintenant sur le front britannique et il fallait l'appui constant des chasseurs pendant les heures de jour, aussi bien pour rendre les reconnaissances possibles que pour arrêter les bombardiers ennemis.

LA POSITION SUR LE CANAL DU NORD.

La position sur le Canal du Nord avait causé certaines inquiétudes, en partie en raison d'ordres contradictoires. Peu après l'envoi des ordres du 17 mai, portant l'occupation des positions par la 23^e division, le grand quartier général (britannique) en avait reçu un autre, attribuant aux B. E. F. le secteur Péronne-Ruyalcourt, au lieu du secteur Ruyalcourt-Arleux, que devaient maintenant occuper les Français. Mais

il ne m'était pas possible de déplacer à nouveau la 23^e division, et j'en informai le G. Q. G. (français). Cependant, le lendemain matin, les troupes françaises étaient arrivées d'une part à la droite de la 23^e division, d'autre part pour la relever. Toutefois, dans le courant de la journée, le commandant français de la 2^e région reçut l'ordre de combler la brèche. Une enquête faite par un officier de liaison à Amiens, où l'état-major de la 7^e armée française prenait les services du commandant de la 2^e région, révéla qu'il était improbable que des troupes arrivassent avant au moins 24 heures. Mais, dans l'après-midi, l'ennemi avait atteint Péronne et était en contact avec la 36^e brigade d'infanterie.

Ce jour-là, le major-général R.-L. Petre, commandant la 12^e division d'infanterie, reçut le commandement des troupes engagées sur ce flanc (23^e division, 36^e brigade d'infanterie et la garnison A d'Arras) ¹.

Entre temps, un ordre promulgué par le 1^{er} Groupe d'Armées françaises définissait les limites des secteurs de la 1^{re} Armée française et des B. E. F. : Maulde, Orches, Raches et Hénin-Liétard. Arras était donc hors du secteur britannique, mais les troupes britanniques continuèrent forcément à la défendre. Toutes les troupes qui n'étaient pas requises pour la défense, y compris le grand quartier général arrière, partirent ce même jour en deux échelons pour Hazebrouck et Boulogne, suivant les plans établis le 17 mai, lorsque la menace sur Arras était devenue sérieuse.

Dans la soirée du 18 mai, je ramenai mon poste de commandement de Renaix à Wahignies.

LES MOUVEMENTS DE LA ROYAL AIR FORCE.

Egalement le 18 mai, le gros de l'*Advance Air Striking Force* se déplaça des abords de Reims jusque dans le centre de la France, et l'*Air Component* transféra l'une des bases aériennes

¹ Les troupes du major-général Petre étaient désignées sous le nom de *Petreforce*.

principales de Poix à Abbeville. Dans la soirée du 19 mai, les attaques ennemies obligèrent à évacuer cet aérodrome à son tour. L'officier commandant l'*Air Component* déplaça son quartier général en Angleterre, mais un terrain d'atterrissage fut maintenu à Merville jusqu'au 22 mai.

Depuis le 21 mai, tous les plans pour la coopération de l'aviation avec les B. E. F. furent faits par le Ministère de la guerre, en conjonction avec le Ministère de l'air. Le travail de la liaison aérienne fonctionnait en Angleterre, à Hawking, et les cibles étaient choisies suivant les demandes téléphoniques ou télégraphiques des B. E. F., tant que les communications fonctionnèrent ; un supplément d'information venait des renseignements reçus de la R. A. F. et de quelques autres sources.

DIFFÉRENTS PLANS SONT ENVISAGÉS.

Dans la nuit du 18 au 19 mai, le 1^{er}, le 2^e et le 3^e corps achevèrent leur retraite jusqu'à la ligne de l'Escaut sans être gênés par l'ennemi, et ils se préparèrent à défendre la ligne de la rivière. Mais, peu de temps après leur arrivée, le niveau de celle-ci baissa de façon inquiétante ; par endroits, il n'y avait plus que 3 pieds d'eau. Il semblait que, en dehors de la sécheresse continue du temps, on avait fermé des écluses dans la région de Valenciennes pour créer des inondations dans cette région, sans se préoccuper du niveau de l'eau dans le secteur britannique.

La veille, l'ennemi avait pénétré jusqu'à Amiens, et, sur ce point, les communications ferroviaires avec les bases étaient coupées. Les communications par route et par voies ferrées, par Abbeville et la Somme, tenaient encore le 19, et la ville était mise en état de défense avec les moyens dont on disposait, principalement des unités de la 12^e division. Toutefois, il n'était guère douteux que les forces blindées ennemies, que j'estimais dans ce secteur, à ce moment, à 5 divisions, ne puissent bientôt forcer leur voie jusqu'à la côte.

Les troupes britanniques ne pouvaient plus être ravitaillées

par les ports au sud de la Somme, et la plus grosse partie des réserves, qui se trouvaient à l'arrière, ne seraient bientôt plus accessibles. Toutefois, des réserves pour plusieurs jours se trouvaient depuis quelque temps au nord de la Somme.

Il devenait de même extrêmement improbable qu'on puisse obtenir le renfort de la division blindée. On m'avait averti que deux brigades blindées de cette division débarqueraient au Havre le 16 mai et qu'elles seraient concentrées à Bolbec, à la suite de quoi j'avais envoyé des instructions, par la voie d'un officier d'état-major, à leur commandant (le major-général R. Evans). Dès le débarquement, il devait avancer avec la 1^{re} brigade pour atteindre et garder les ponts sur la Somme de Picquigny à Pont-Rémy compris, en vue de concentrer l'autre brigade derrière la Somme et d'amener sa division à se joindre aux forces principales des B. E. F. Cependant, dans l'intervalle, des ordres locaux avaient amené la concentration de la division au sud de la Seine et le plan dont l'intention était de traverser la Somme et de se joindre aux B. E. F. devint irréalisable. Dans ces conditions, la division resta dans le secteur des lignes de communication et ne fut jamais sous mon commandement.

Vers minuit, le 18 mai, le général Billotte vint me voir et me rendit compte de la situation telle qu'il la voyait. Il me fit également part des mesures prises en vue de rétablir la situation sur le front de la 9^e armée française, bien qu'il ne crût guère en leur efficacité. Les rapports des officiers de liaison avec les différentes formations françaises n'étaient pas non plus encourageants. En particulier, il fut impossible de m'assurer si les Français avaient assez de réserves à leur disposition au sud de la brèche pour lancer des contre-attaques assez fortes et rendre le colmatage possible.

Ainsi, d'après moi, dans la région nord-est, un danger imminent menaçait les troupes (troupes françaises au bord de la mer, l'armée belge, les B. E. F. et le gros de la 1^{re} armée

française sur notre droite) : le danger d'être irrémédiablement coupé du gros des forces françaises du sud.

Trois solutions s'offraient aux armées du nord, sous le commandement du général Billotte. En premier lieu, au cas où la brèche serait colmatée par le succès des contre-attaques, lancées à la fois du nord et du sud, il serait théoriquement possible de conserver la ligne de l'Escaut ou, en tout cas, celle des défenses de la frontière et, plus au sud, celle qui suivait l'un ou l'autre des canaux.

En second lieu, il était possible d'envisager une retraite sur la Somme, jusqu'à son embouchure. Ce plan avait l'avantage de nous ramener sur nos lignes de communication et, s'il réussissait, il n'entraînerait pas l'abandon d'un trop gros matériel. Il serait certainement mal accueilli par les Belges, qui auraient le choix entre : battre en retraite avec nous en abandonnant leur territoire ou demander un armistice.

Autant que je sache, le Haut-Commandement français n'avait jamais suggéré un tel mouvement jusqu'à cette date, et on peut se demander si, au cas où il aurait ordonné une retraite immédiate sitôt après l'enfoncement du front de la 9^e armée française sur la Meuse, les troupes du nord auraient eu le temps d'obéir.

En troisième lieu, il était possible de se retirer vers le nord-ouest ou vers le nord, dans la direction des ports de la Manche, par les lignes des différentes rivières et des canaux, et en tenant un périmètre suffisant, au moins pendant la retraite des troupes britanniques, françaises et belges. Je compris que cette solution n'était que l'ultime possibilité, car elle entraînait l'abandon du théâtre des hostilités par les B. E. F. au moment où les Français pourraient avoir besoin de toute l'aide que la Grande-Bretagne pouvait leur fournir. Elle entraînait la quasi-certitude que, même si l'excellent port de Dunkerque restait disponible, il serait nécessaire d'abandonner tous les canons lourds et une grosse partie des véhicules et de l'équipement. Cependant, je sentis que, dans les circonstances où nous

nous trouvions, il se pourrait qu'il n'y eût pas d'autre issue. Il était donc prudent d'envisager ce qu'entraînerait l'adoption d'un tel plan. Donc, ce jour-là, vers 1330, le chef de l'état-major général téléphona au directeur du service des opérations et des plans militaires, au Ministère de la guerre, pour discuter la situation.

LA POSITION DE LA 1^{re} ARMÉE FRANÇAISE
ET LE RENFORCEMENT DU FLANC DROIT BRITANNIQUE.

Le 19 mai, la 1^{re} armée française avait terminé sa retraite, et elle était en contact avec la droite du 1^{er} corps. Dans la nuit du 19 au 20 mai, elle prit position sur l'Escaut, s'étendant au sud jusqu'à Bouchain ; mais en ce point, au lieu de continuer à tenir la rivière jusqu'à Cambrai (qui, d'après mes renseignements, n'était pas solidement aux mains de l'ennemi), elle inclinait à l'ouest le long de la Sensée. Ainsi, dans le quadrilatère Maulde-Valenciennes-Arleux-Douai (19 milles sur 10, environ) se trouvait massé le gros de la 1^{re} armée française : trois corps de 2 divisions et 2 divisions de réserve, un total de 8 divisions. Le commandant du 3^e corps français, le général de la Laurencie, resta pendant cette nuit en contact étroit avec le général Mason-MacFarlane, au quartier général des Macforce.

Plus à l'ouest, le corps de cavalerie français se groupait à Oppy, au nord-est d'Arras.

A ce moment, aucune de ces troupes ne subissait une très violente pression de la part de l'ennemi, mais, puisque ce dernier avait déjà pénétré si avant plus au sud, je sentais nécessaire de renforcer sans plus attendre le dispositif défensif de ce qui était devenu le bastion d'Arras. Il était aussi nécessaire de s'assurer des passages vers l'ouest depuis la droite des Macforce, sur la ligne Carvin-La Bassée.

Je donnai donc l'ordre à la 50^e division, qui était alors en réserve au grand quartier général, d'envoyer une brigade d'infanterie (la 25^e) prendre position sur le canal, sur la ligne

La Bassée-Carvin, sous le commandement des *Macforce*. Le reste de cette division fut transféré cette nuit (19-20 mai) dans le même secteur et se trouva ainsi bien placé pour la contre-attaque à laquelle il allait prendre part le 21.

Je donnai également l'ordre au 12^e de lanciers, renforcé d'une batterie de campagne, de se rendre à Arras et de faire les reconnaissances nécessaires au sud et au sud-ouest, et d'entrer en contact avec les positions avancées des *Petreforce*.

Arras fut violemment bombardée pour la première fois le 19 mai, mais la 23^e division, bien qu'elle fût dans une position exposée, ne fut pas sérieusement attaquée. Toutefois, à 0500, le 6^e Royal West Kent, de la 36^e brigade d'infanterie, sur le canal du Nord au nord-ouest de Péronne, avait été attaqué par des tanks ennemis et s'était retiré à Saily, sur la route d'Albert.

Cette nuit, le général Petre ordonna à la 23^e division de se retirer du canal du Nord sur la Grinchon, au sud d'Arras, pour se joindre à la Herlière à la 36^e brigade d'infanterie, qui devait tenir de là à Doullens. Mais la 23^e division fut surprise par des avions ennemis et, finalement, elle occupa des postes sur la ligne de la Scarpe, à 6 milles environ à l'est d'Arras.

Ainsi, dans la soirée du 19 mai, la situation s'était un peu améliorée, du fait que le flanc défensif commençait à prendre tournure. D'un autre côté, depuis l'arrivée des Allemands à Amiens, le caractère des opérations s'était radicalement modifié. Il ne s'agissait plus d'une ligne courbée ou temporairement rompue, mais d'une forteresse assiégée. Pour en faire lever le siège, des troupes devaient monter du sud, et les défenseurs devaient faire une sortie pour se porter à la rencontre de celles-ci.

L'ATTAQUE DES 5^e ET 50^e DIVISIONS.

Le 20 mai, la brèche au sud d'Arras s'élargit et s'approfondit. D'après des indications reçues dans le cours de la jour-

née, les forces blindées de l'ennemi semblaient se diriger vers deux objectifs principaux : la vallée de la Somme jusqu'à Abbeville, et Hesdin et Montreuil, c'est-à-dire la direction des ports de la Manche. Tôt dans la journée le 12^e de lanciers signala des tanks s'approchant d'Arras de la direction de Cambrai ; à Arras, ils furent arrêtés par les Gardes Gallois. On demanda alors instamment des bombardiers au Ministère de l'air par la voie du Ministère de la guerre. Plus tard dans la journée, on signala des tanks ennemis à 10 milles à l'ouest d'Arras et toutes les tentatives faites par le 12^e de lanciers pour atteindre Doullens avaient échoué. A 1800 ils étaient de retour sur la ligne Arras-St-Pol.

Tôt dans la matinée, le général Sir Edmund Ironside, chef de l'état-major impérial, arriva au grand quartier général. Il apportait des instructions du Cabinet, aux termes desquelles les B. E. F. devaient marcher au sud vers Amiens, attaquant en route toutes les forces ennemies qu'elles rencontreraient, et prendre position à la gauche de l'armée française. Il devait également informer de cette manœuvre le général Billotte et le commandement belge, et faire comprendre à ce dernier que ce qu'il avait de mieux à faire c'était de se placer, cette nuit même, entre les B. E. F. et la côte.

Des informations analogues étaient données par le Ministère de la guerre au général Georges. Mais, pendant la journée, on apprit que les opérations étaient dirigées en fait par le général Weygand qui, le 23 mai, annonça dans un ordre du jour qu'il était désormais commandant en chef de tous les théâtres de la guerre.

Je discutai ces instructions avec le commandant de l'état-major impérial à mon poste de commandement de Wahignies à 0815. Je lui exposai mes idées : la retraite vers le sud-ouest, aussi désirable qu'elle fût en principe, n'était pas possible, étant donné les circonstances.

Tout d'abord, elle entraînerait le retrait de 7 divisions qui, en ce moment, étaient en contact avec l'ennemi sur l'Escaut, et qui seraient naturellement suivies de près par celui-ci.

En dehors de ce combat d'arrière-garde, les B. E. F., en se retirant vers la Somme, devraient attaquer sur un terrain que l'ennemi occupait déjà fortement au moyen de ses formations blindées et légères. Il semblait bien que certaines de celles-ci fussent déjà sur la ligne de la Somme, tandis que d'autres étaient déjà à peu de distance de la mer et pouvaient à tout instant se diriger au nord. Ainsi les B. E. F. devaient décrocher leurs 7 divisions en contact avec l'ennemi, mener un combat d'arrière-garde, attaquer vers le sud-ouest et, finalement, forcer les lignes ennemies de la Somme. Pendant toute cette manœuvre, il faudrait protéger les deux flancs.

En second lieu, la situation administrative rendait improbable la mise en train d'une opération offensive prolongée. Les communications avec les bases étaient sur le point d'être interrompues. Les réserves mobiles des munitions de canons et d'armes légères étaient complètes, mais, une fois qu'elles seraient épuisées, je ne pouvais pas être sûr de pouvoir les renouveler.

Enfin, bien que je ne fusse pas en état de juger, j'avais l'impression que, même si je décidais de tenter la manœuvre, ni la 1^{re} armée française, ni les Belges ne se trouvaient en mesure de l'exécuter.

Cependant, je dis au chef de l'état-major impérial que je comprenais tout à fait l'importance d'une attaque vers le sud, que j'avais déjà en mains des plans de contre-attaque au sud d'Arras avec la 5^e et la 50^e divisions, et qu'elles seraient prêtes à attaquer le lendemain matin (21 mai). C'étaient là les seules réserves disponibles que j'avais, à l'exception d'une brigade blindée de reconnaissance et d'une brigade d'infanterie de la 2^e division. Pour créer une nouvelle réserve, j'avais déjà entamé des négociations avec le G. Q. G. belge, pour libérer la 44^e division, sur l'Escaut, mais elles n'étaient pas encore terminées.

Le chef de l'état-major impérial approuva cette action et, accompagné par le chef d'état-major général, il partit pour

Lens afin de rencontrer les généraux Billotte et Blanchard. Au cours de cette entrevue, il leur expliqua le rôle des 5^e et 50^e divisions. Le général Billotte l'approuva entièrement et déclara que les Français coopéreraient, avec deux divisions.

A son retour à mon quartier général, le chef de l'état-major impérial envoya un télégramme au général Georges, exposant nettement que, d'après lui, le groupe d'armées du général Billotte finirait par être encerclé s'il ne marchait pas immédiatement sur Cambrai ou si le général Georges ne lançait pas une contre-attaque vers le nord, depuis Péronne. Mes officiers de liaison auprès des généraux Billotte et Blanchard transmirent des messages identiques à ces deux chefs, insistant sur le fait que, si notre contre-attaque ne réussissait pas, les armées françaises et britanniques du nord de la brèche auraient leur flanc tourné et ne pourraient plus rester sur leurs positions actuelles.

Le 21 mai, j'envoyai un accusé de réception officiel des instructions que m'avait apportées le chef d'état-major impérial, ajoutant que, d'après moi, une retraite vers le sud-ouest était totalement impossible tant que la situation n'aurait pas été rétablie sur le front de la 1^{re} armée française.

La 5^e division reçut donc l'ordre de rejoindre la 50^e dans le secteur de Vimy, et son chef, le major-général Franklyn, reçut le commandement de toutes les troupes britanniques qui opéraient à Arras et dans les environs. Les *Frankforce*, comme on allait les appeler, comprenaient la 5^e et la 50^e divisions (chacune seulement de deux brigades), la 1^{re} brigade de tanks¹ (auparavant avec *Macforce*), avec les *Petreforce* et les troupes sous le commandement de l'officier commandant le 12^e de lanciers. A cette date, les *Petreforce* étaient très fatigués et extrêmement dispersés.

Mes premières instructions au général Franklyn étaient d'occuper la tête de pont sur la Scarpe à l'est d'Arras et de

¹ A ce moment, leur force n'était plus approximativement que de 65 tanks Mark I et de 18 Mark II. A la fin de la retraite d'Arras, il restait 26 Mark I et 2 Mark II.

relever les restes de la 23^e division. Il serait alors en bonne position pour avancer vers le sud et le sud-est d'Arras le lendemain en liaison avec les Français.

Il convient de terminer ici l'histoire des *Frankforce*. Pendant la soirée du 20 mai, le général Franklyn compléta ses reconnaissances pour l'attaque du lendemain, pour s'emparer de la ligne des rivières de la Scarpe et de la Cojeul : il avait l'intention d'exploiter son succès en avançant le 22 mai sur la Sensée et de là vers Bapaume et Cambrai. Pour ces plans, il avait l'appui complet du général Prioux, commandant du corps de cavalerie français mais les divisions mécanisées légères avaient eu de grosses pertes et n'avaient guère que le quart de leurs tanks prêts à l'action.

Cependant, l'une de ces divisions reçut l'ordre d'avancer des deux côtés des *Frankforce*, tandis que le 12^e de lanciers surveillait le flanc droit sur la route Arras-St-Pol. On espérait que le 5^e corps français attaquerait vers le sud depuis Douai, le 21, avec deux divisions, pour coopérer avec les *Frankforce*, mais cet espoir fut déçu. Une conférence eut lieu à 1800, le 20, au quartier général du général Franklyn, mais il n'y eut pas de représentant de ce dernier corps. En fin de compte, le 21, à 1230, je reçus une lettre du général Blanchard, me disant que le commandant de corps, le général Altmayer, pensait pouvoir faire mouvement le 22 ou dans la nuit du 22 au 23.

Toutefois, le temps pressait. Le général Franklyn s'en tint à ses plans et, à 1400, il attaqua avec la 1^{re} brigade de tanks, la 151^e brigade d'infanterie de la 50^e division, la 13^e brigade d'infanterie de la 5^e division, le tout sous les ordres du général Martel. La 1^{re} division mécanisée légère française coopérait avec lui, mais ses mouvements ne se développèrent pas autant sur les flancs que ne l'espérait le général Franklyn.

L'opposition fut plus forte qu'on ne s'y attendait. Les objectifs de la journée furent atteints et, dans la soirée, il y eut de violents bombardements en piqué par l'ennemi. Les tanks ennemis avaient été mis en fuite ; on avait fait plus de 400 pri-

sonniers ; de nombreux ennemis avaient été tués et beaucoup de véhicules de transport détruits.

Mais la brigade de tanks commençait à souffrir gravement de pannes variées ; les tanks avaient été en marche sans arrêt depuis leur débarquement à Bruxelles, et le nombre de milles parcourus dépassait beaucoup celui auquel devaient résister les chenilles, qui commençaient à se détériorer en raison de leur usure.

Il était donc clair que l'attaque des *Frankforce* ne pourrait garder toute sa violence que s'ils étaient renforcés et appuyés à gauche par les Français. Pendant la journée du 22 mai, le général Franklyn garda le terrain conquis et fit avancer son flanc droit vers l'ouest, tandis que le corps de cavalerie français prenait position à Mont-St-Eloi. Pendant toute la journée, la pression augmenta autour de son flanc droit, et d'un poste d'observation du 12^e de lanciers à Mont-St-Eloi, on pouvait voir à un certain moment jusqu'à 48 tanks ennemis.

Le lendemain (23 mai), l'ennemi avança régulièrement vers le nord-est, depuis l'éminence de la crête de Lorette et, dans la soirée, il reconnaissait les abords sud de Béthune et la route de Lens à Carvin. Il était clair que les *Frankforce* commençaient à être dangereusement cernés. Il leur restait encore deux routes disponibles pour se dégager et, à 1900, je décidai qu'il n'y avait plus de choix possible et qu'il fallait les faire se retirer. Cette retraite devait forcément s'effectuer vers l'est. Les 5^e et 50^e divisions avaient combattu toute la journée et elles lui avaient infligé de lourdes pertes ; elles reçurent alors l'ordre de se retirer dans la région de Seclin, où elles seraient placées à point pour prendre part à toute contre-attaque vers le sud qui pourrait être tentée. Les *Petreforce* furent retirés vers le nord de Seclin.

Ainsi se termina la défense d'Arras, menée par une petite garnison assemblée en hâte mais bien commandée et décidée à se battre. Elle avait infligé un retard appréciable à des forces ennemies considérablement supérieures, qu'elles avaient empêché d'atteindre un nœud routier d'une importance primordiale.
